

# Les RÉVOLUTIONS arabes

## Marc Crapez

Chercheur en science politique

associé à Sophiapol (Paris-X).

**L**a révolte arabe a pris tout le monde au dépourvu. Un an après l'échec de la rébellion en Iran, la réussite des soulèvements tunisien et égyptien apparaît comme un phénomène inédit. Une vague d'optimisme et d'engouement déferle dans les médias occidentaux. Vaut-on assister à un effet domino démocratique ? Une ère de paix et de prospérité se profile-t-elle à l'horizon ? Dans le périmètre du monde arabe, l'effet domino est impressionnant. L'évolution démocratique reste, cependant, à démontrer.

### Iran, Tunisie, Egypte...

Juin 2009 l'Iran, janvier 2011 la Tunisie et l'Égypte, qu'est-ce qui a poussé des centaines de milliers d'habitants à descendre dans la rue ? Les manifestants réclament, comme toujours, du pain et de la dignité. Ils espèrent la légalité et la sécurité juridique. Ils protestent contre un gouvernement « agressif envers le peuple », selon la formule d'un opposant tunisien<sup>1</sup>. Ils s'élèvent contre la corruption au quotidien, du policier ou fonctionnaire en contact avec la population. Ils demandent la chute du régime oppressif du tyran haï ou, dans le cas iranien, uniquement un changement de gouvernement (que Moussavi remplace Ahmadinejab).

En Iran, le cercle vicieux du dirigisme, du clientélisme et de l'inflation avait provoqué une contraction des échanges économiques avec l'Occident. Côté tunisien et égyptien, résidait plutôt un problème de redistribution des fruits de l'expansion contrariée par la crise économique. Un contexte d'augmentation du prix des denrées donnait à la situation un aspect d'émeutes de la faim<sup>2</sup>. Les occidentaux ont perdu de vue que, dans les pays pauvres, une majorité de gens se demande encore si elle mangera à sa faim le lendemain. Même en Egypte, la majorité de la population voudrait une économie qui tourne, mais pas nécessairement autre chose qu'un régime militaire. Ce qui déplaît est que l'armée préempte les places<sup>3</sup> et que le dictateur ponctionne le pays comme s'il en était propriétaire. Après l'échec de la « voie arabe vers le socialisme », la réussite asiatique fait sentir la nécessité d'une voie arabo-musulmane vers le capitalisme.

La population veut des opportunités de travail. Les jeunes générations sont désireuses de se faire une place au soleil. Le pharaon égyptien est bousculé par la pyramide des âges. La vitalité de la jeunesse se rebelle contre les colonels à lunettes de verre fumé. En Iran, indisposent des vexations semblables à celles de la *guardia civile* franquiste faisant la chasse aux décolletés. L'instruction publique, combinée à l'influence du tourisme, en Tunisie et en Egypte, ou à une tradition de haute culture, en Egypte et en Iran, contribuent à l'embrassement certainement autant qu'Internet et les téléphones portables si souvent invoqués.

Dans les pays démocratiques, la police est préférée à l'armée longtemps tenue en suspicion de velléité putschiste. Dans les dictatures, c'est au contraire l'armée qui est préférée à une police plus ou moins secrète ou corrompue. Dans l'aire arabo-musulmane, c'est l'armée qui a porté l'indépendance, le modernisme et la fierté nationale. Sa bénédiction est déterminante. En Iran, son hésitation a laissé place à la méthode qui consiste à briser chaque flot de manifestations en emprisonnant ses meneurs et en tuant quelques-uns pour l'exemple, ces basses œuvres étant administrées par les milices prétoriennes du régime (gardiens de la révolution et miliciens bassidjis). Un régime recueille toujours l'adhésion plus ou moins large de certaines catégories. Son maintien est une équation entre la résolution à réprimer du pouvoir en place, selon les moyens dont il dispose, et la motivation des insurgés à braver le danger.

### Guerre en Libye

La guerre contre Kadhafi, avalisée par l'ONU, comporte une part importante d'aventurisme et d'arbitraire<sup>4</sup>. Déjà en 1827, à Navarrin, une flotte franco-britannique interféra dans la guerre d'indépendance grecque afin d'éviter des « effu-

sions de sang ». Vouloir éviter un « bain des sang » à Benghazi (Alain Juppé), se draper dans une posture héroïque et déclamer des mots immenses (tirés du lexique de l'antifascisme, sur les villes martyrs, de Guernica à Srebrenica) vise à imposer un climat d'unanimité et d'émotion. Peut-être aurait-il mieux valu assumer le risque de la chute de Benghazi, afin d'essayer de clarifier la participation du monde arabe à une opération d'ensemble, sachant qu'une intervention militaire est toujours à double-tranchant.

En dépit d'une volonté de ne pas rééditer les erreurs du passé contre l'Irak, la décision de bombarder Tripoli comporte des risques. Comme tout acte de guerre, elle s'accompagne de propagande ou, du moins, biaise avec l'opinion publique qu'elle vise à conquérir. D'abord, en se plaçant sous le signe de l'évidence. C'est mieux que de ne rien faire. On ne peut pas « rester les bras croisés » (Barack Obama). C'est une intervention allant de soi... Mieux vaudrait dire pourquoi on intervient là et pas ailleurs, en Birmanie ou en Côte d'Ivoire par exemple, afin d'écarter le soupçon du deux poids deux mesures.

Ensuite, il existe un malentendu sur les moyens déployés. L'objectif est, certes, de défendre la veuve et l'orphelin de Benghazi. Mais alors que l'opinion publique croit possible d'intercepter les agressions des sbires de Kadhafi, la stratégie militaire dicte de frapper préventivement la Libye pour s'assurer la maîtrise du ciel. La fameuse zone d'exclusion aérienne est censée permettre aux rebelles libyens de livrer un « combat loyal » (Bill Clinton) face aux troupes de Kadhafi. En réalité, comme le souligne Robert Gates, le secrétaire d'Etat américain à la défense, il faut que le survol devienne sans risque et cela commence « par une attaque contre la Libye pour détruire ses défenses sol-air ». Ainsi, alors que l'opinion publique s'attendait à un bouclier défensif, la coalition brandit un glaive offensif, et ce glaive ressemble d'ailleurs moins à une offensive guerrière qu'à une expédition punitive, avec le risque inhérent de rendre sympathique David face à l'hégémonie de Goliath.

Par ailleurs, se déploie une part d'hypocrisie. On entend dire que les Etats-Unis sont soucieux de ne pas apparaître en première ligne. Mais dire cela, c'est avouer un certain subterfuge. L'Europe n'est pas prête à payer le prix du sang d'une guerre « à la régulière » avec Kadhafi. Elle a besoin du formidable arsenal technologique américain qui promet « zéro mort » côté occidental. De plus, dire que les Etats-Unis sont soucieux de ne pas apparaître en première ligne, c'est s'exposer à être entendu par des oreilles qui peuvent raisonner différemment des nôtres. Or, des faubourgs de Djakarta à ceux d'Islamabad, en passant par ceux de Khartoum, on en conclura que l'Amérique cherche à déguiser ses actes et qu'ils équivalent à mener une incursion occidentale en terre d'Islam.

D'autant que plusieurs pays arabes, qui auraient pu engager leur aviation mili-

taire, à commencer par l'Égypte et l'Arabie saoudite, s'en sont bien gardés. A l'ONU, la Ligue arabe s'est prononcée à travers la coutume qui délègue ce soin à l'un de ses membres. Il s'agit du Liban, pays arabe certes, mais chrétien également. A l'exception du Qatar, les dirigeants du monde arabe ont agi comme s'ils voulaient garder plusieurs fers au feu pour engranger, quoi qu'il advienne, une part des bénéfices. Il fallait les poursuivre avec des micros pour tenter de convertir leurs belles promesses en monnaie médiatique sonnante et rébuchante qui prohibe le langage à géométrie variable. Au lieu de quoi le secrétaire général de la Ligue arabe, auquel Nicolas Sarkozy serrait la main au sommet international du 19 mars, a aussitôt accusé la coalition d'outrepasser un mandat onusien prescrivant la « protection des civils et non le bombardement d'autres civils ». Dans un texte rédigé dans la nuit du 19 au 20, l'OUA retire ses billes, en préconisant une solution « africaine » réunissant les belligérants libyens. En Algérie, le journal *El-Khabar* estime que le « pétrole se mélange au sang libyen », tandis qu'en Tunisie le journal *Achourouk* trouve que l'intervention occidentale va « souiller la bataille du peuple libyen »<sup>5</sup>. Sans formule vengeresse, les Emirats Arabes Unis avaient promis 24 avions mais, le 20 mars, la coalition n'en espère plus que « peut-être une douzaine », puis le 21 plus rien<sup>6</sup>.

Cette guerre comporte un risque de déstabilisation en chaîne d'une région qui n'a encore jamais été stabilisée durablement. En effet, la Libye n'est pas dotée d'une conscience nationale, ce n'est pas un territoire balisé. Cette *terra incognita* est guettée par un scénario de démembrement où prolifèrent des guérillas. Des combattants pourraient migrer dans le sud qui jouxte le Niger, foyer d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Vont se promener dans la nature, au marché noir, des missiles Manpads à tête chercheuse thermique, susceptibles d'abattre des avions de ligne, que possédait le gouvernement libyen. Des officiers de l'armée rebelle auraient déjà revendu à des groupes islamistes certains armements. Une fois soustraites à la surveillance bureaucratique des Etats, les armes échappent définitivement à leur contrôle. Des tribus façonnées par une topographie rugueuse sont une autre similitude avec l'enchaînement Afghan, qui avait retourné contre l'Occident ses propres armes. AQMI fonctionne avec des chefs algériens qui recrutent au Sahel. Le leader libyen garde des fidélités dans des groupes touaregs au Mali et au Niger. On sous-estime la capacité de nuisance, sous une forme ou sous une autre, d'un Kadhafi, coutumier des guerres irrégulières, dans une zone de nomades farouches.

### L'audience de l'islamisme radical

L'islamisme est souvent présenté comme ayant fait irruption et s'étant indument greffé sur l'islam. Ce schéma évolutionniste considère l'islamisme non seule-

ment comme un segment à part de l'islam, mais aussi comme un stade circonscrit à un contexte, c'est-à-dire comme une parenthèse historique propre à être refermée. Cela peut conduire à négliger les facteurs de continuité. D'une part, on mésestime les risques de récupération islamiste des troubles révolutionnaires actuels. D'autre part, on persiste à survaloriser un passé mythifié qui n'aurait pas été perméable à la percée islamiste avant les années 1980.

La figure de Nasser reste le symbole inusable de la cause arabe, du non-alignement, ou encore de l'âge d'or d'un islam « laïc » et tolérant dont il aurait quelque peu repris le flambeau à Attaturk. On a peine à imaginer que le Raïs créa un genre de fascisme arabo-musulman aussi dur que les régimes de Mussolini ou de Péron. On élude le fait que l'agressivité à l'endroit d'Israël et de l'Occident est une constante, depuis le pan-arabisme anticolonialiste jusqu'à l'islam populaire contemporain. Cette colère s'explique par de nombreuses raisons : impérialisme occidental, désinvolture des découpages coloniaux, tentatives avortées de modernisation ou de sécularisation accélérées, mutations à la fois trop hâtives et ne comblant pas certains décalages.

En Afghanistan, au Yémen et au Sahara, Al Qaïda épouse les modes de vie traditionnels qui sont schématiquement ceux des tribus bédouines. L'islamisme radical est une franchise commerciale qui estampille du sceau du Jihad les agissements de peuples nomades vivant à l'occasion de rapines. De nos jours encore, dans quelques grottes de Calabre, il arrive que la mafia séquestre des « riches ». Monnaie courante dans certaines contrées pauvres et escarpées, la prise d'otages n'épargne pas certaines contrées côtières. On retrouve sans surprise des actes de piraterie au large des côtes somaliennes. C'est simplement devenu une industrie coraquée par des donneurs d'ordre. Lors de la révolution égyptienne, le musée archéologique du Caire aurait été pillé par des bédouins venus du Sinaï<sup>7</sup>.

L'islamisme offre un brevet de respectabilité à des pratiques perçues comme exprimant à la marge coutumes folkloriques et traditions populaires. Déracinés dans la modernité, certains musulmans sont la cible d'une offre commerciale planétaire qui joue sur le respect des us et coutumes. C'est une offre extrêmement plastique propre à séduire, par Internet ou par bouche-à-oreille, le fils de famille et le va-nu-pied. Elle invite à ramasser le drapeau de la dignité, foulé au pied par le matérialisme de l'Occident. Elle exprime la rancœur de populations qui attendent ce qui leur reviendrait au regard de la grandeur de l'Islam. Rapportée à une échelle de valeurs où l'on coupe la main des voleurs, la prise d'otages ne porte presque pas à conséquence. Les islamistes sont rusés. Ils connaissent nos échelles de valeurs. Ils savent pertinemment que cela terrorise les occidentaux et veulent précisément les frapper d'épouvante. Mais simulta-

nément, aux yeux d'une partie du monde musulman, Ben Laden avait une « bonne image », celle du berger et du pèlerin. A cette présence visuelle, s'ajoute une voie calme et posée. Sur une vidéo de propagande, Ben Laden explique à un groupe de gens ordinaires les raisons qui sont derrière les problèmes auxquels ils font face<sup>8</sup>. Contre toute attente, sa séduction tient à ce qu'il sait emprunter le registre de la conviction rationnelle. Posant volontiers devant des livres, il prétend être le messager et le serviteur du Prophète. Avec la permission d'Allah, même les gens frustes sont capables de l'écouter et de le comprendre. Les marxistes-léninistes utilisaient une formule percutante : « leur morale et la nôtre ». Adressé aux laissés-pour-compte qui campent aux portes de la Cité, le message bolchevique véhiculait une forme de chaleur humaine. Aujourd'hui, le caméléon Al-Qaïda prend en charge la *demande de proximité* qui est l'une des aspirations démocratiques fondamentales. Parallèlement, les mouvements islamistes légaux se chargent d'une autre aspiration démocratique, la *demande de solidarité*. L'islamisme est perçu comme une offre de fraternité. C'est l'offre qu'assumaient, un siècle plus tôt, en Europe, les associations caritatives chrétiennes et les caisses de secours du courant socialiste. En se présentant comme une alternative à la saturation consumériste<sup>9</sup>, l'islamisme répond enfin à la *demande de spiritualité*.

### Un déficit démocratique

L'islamisme reste une composante importante de l'univers musulman contemporain. Tandis que la Turquie lui donne des gages (voir les déclarations de son premier ministre en janvier 2010 contre Shimon Pérès puis en mai contre Israël<sup>10</sup>), l'Égypte est une poudrière et l'on n'est guère rassuré par l'opposant Mohammed ElBaredei, plus sévère envers Israël et les USA que vis-à-vis de l'Iran et de la Syrie<sup>11</sup>, à l'instar d'Al Jazeera. Les islamistes postés en embuscade pourraient profiter du chaos éventuel pour se remettre dans le circuit, car toute déstabilisation tend à profiter aux minorités activistes les plus structurées. Une exaspération comme une vacance du pouvoir créent des vides politiques propices aux basculements autoritaires.

A Benghazi, beaucoup sont persuadés que Kadhafi est Juif. Selon un sondage du Pew Research Center, 54% des égyptiens souhaiteraient annuler le traité de paix avec Israël et 75 % perçoivent favorablement les Frères Musulmans. Même si la composante démocratique l'emporte, un pays peut se dresser face à l'Occident au nom d'une voie à part et d'un réveil de sa conscience nationale. Une facilité tiers-mondiste consiste à reprocher aux autres aussi bien ses propres dictateurs que leur chute. Beaucoup de musulmans sont plus impitoyables envers les occidentaux qu'envers leurs dictateurs et considèrent qu'en

aucun cas il n'appartient à l'Amérique de les renverser. Une jeune Tunisienne employée dans un centre d'appels croit discerner, derrière le bombardement de la Libye, une mainmise colonialiste destinée à « s'emparer de ses ressources »<sup>12</sup>. Les intellectuels voient un peu vite triompher les valeurs occidentales. Bachar el Assad, qui réprime encore plus féroce que les Iraniens, avait fréquenté l'université britannique.

Compte tenu de ses handicaps, il est peu vraisemblable que l'aire arabo-musulmane connaisse une révélation démocratique. Il est plausible que les dictatures s'acheminent, au mieux, vers des démocraties autoritaires, à la mode sud-coréenne des années 1970, ou vers des démocraties instables, à la sud-américaine. Quant aux monarchies quasi-absolues, régies par la charia, on ne voit pas très bien comment elles vont emprunter le chemin de la démocratie. En Tunisie, les problèmes ne font que commencer. A supposer qu'il réussisse, un processus de démocratisation est toujours écartelé entre l'impatience des aspirations qu'il suscite et l'abnégation de la longue marche qu'il implique. En Libye, au Yémen, à Bahreïn et en Syrie, les fractures ethniques ou confessionnelles qui alimentent la révolte constituent, en même temps, des entraves à l'achèvement d'un processus révolutionnaire.

Il convient de rappeler que l'aire culturelle latino-américaine a longtemps connu une succession de *caudillos*. On peut supposer que l'espace arabo-musulman, qui n'a connu comme démocraties que la Turquie voire le Liban, effectue bientôt avec seulement quelques décennies de retard une sorte de transition vers la démocratie. La difficulté à établir des élections libres et concurrentielles n'est pas propre à cet espace. L'Égypte pourrait connaître une transition démocratique qui phagocyte sa composante islamiste. Somme toute, le parti des frères musulmans pourrait faire durablement partie du paysage à la manière d'un parti communiste dans une démocratie d'Europe de l'ouest sous la guerre froide.

## notes

1. *The New York Times* (supplément du *Figaro*), 28/01/2010.
2. V. G. Truglia, « Troubles in Egypt are about food, not politics », *Financial Times*, 01/02/11.
3. R. Bulliet, « With or without Mubarak, the generals flourish », *International Herald Tribune*, 12/02/11.
4. S. Trigano, « De la Lybie à Israël », *Jforum.fr*, 28/03/11.
5. Cité in C. Buigal, *Libération*, 21/03/11.
6. Cité in N. Nougayrède, *Le Monde*, 22/03/11.

7. K. Taylor, *International Herald Tribune*, 03/02/11.
8. R. Bulliet, « The death of an icon », *International Herald Tribune*, 05/05/11.
9. S. Markedonov, entretien à *Valeurs actuelles*, 03/02/2011.
10. L. Mandeville, *Le Figaro*, 08/06/10.
11. I. Lasserre, « ElBaradei, un opposant très contesté », *Le Figaro*, 29/01/11 ; repris par J. Vinocur, « Who stands with Iran's opposition ? », *International Herald Tribune*, 01/02/11.
12. Cité in *L'Express*, 23/03/11.